



Assemblée générale

Distr. générale
17 septembre 2012
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme

Forum sur les questions relatives aux minorités

Cinquième session

Genève, 27 et 28 novembre 2012

Projet de recommandations concernant la mise en œuvre de la Déclaration des droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques: inventaire des bonnes pratiques et des possibilités

Note du secrétariat

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction.....	1–13	3
II. Recommandations.....	14–69	5
A. Gouvernements nationaux, régionaux et locaux.....	20–38	6
B. Institutions nationales des droits de l’homme.....	39–47	8
C. Groupes minoritaires et organisations de la société civile.....	48–53	10
D. Organismes, fonds et programmes des Nations Unies.....	64–66	11
E. Organes intergouvernementaux régionaux	67–69	13

I. Introduction

1. L'année 2012 marque le vingtième anniversaire de la Déclaration des droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques. Cette Déclaration donne des orientations éclairées et établit des normes essentielles concernant les droits des minorités, qu'il s'agisse de la protection de l'existence et de l'identité, de la non-discrimination ou de leur participation effective à la vie culturelle, religieuse, sociale, économique et publique.

2. Le vingtième anniversaire est l'occasion de mieux sensibiliser différents acteurs aux dispositions de la Déclaration et à ses principes, d'examiner comment elle a été utilisée et appliquée concrètement par les différentes parties prenantes et d'étudier l'impact qu'elle a eu sur les législations nationales, les mécanismes institutionnels et leurs activités et programmes pour ce qui est de promouvoir les droits des personnes appartenant à des minorités.

3. Les sessions précédentes du Forum ont permis de constater que les approches en matière de protection des droits des minorités varient selon les circonstances et en fonction de facteurs tels que le contexte historique, culturel et religieux et les systèmes politiques. La présente session offre la possibilité à toutes les parties prenantes de partager leurs vues sur les pratiques, les approches et les mécanismes en vigueur susceptibles d'être transposés dans d'autres pays, et de réfléchir aussi à des démarches éventuellement différentes et créatives pour favoriser la mise en œuvre de la Déclaration.

4. Les informations fournies par les États et les autres acteurs montrent qu'un cadre institutionnel facilite l'élaboration de lois et de politiques ainsi que la conception, l'exécution, le suivi et l'évaluation des programmes relatifs aux minorités. Les mesures de non-discrimination sont certes essentielles, mais la protection des droits des minorités exige bien souvent de la part des États qu'ils prennent des dispositions spéciales pour lutter contre les discriminations et les inégalités tenaces, d'où la nécessité pour les institutions d'accorder une attention spécifique à ces questions. Une meilleure prise en compte de cette problématique ainsi que la représentation des minorités et leur participation effective aux institutions, telles que les organes de défense des droits de l'homme et les ministères chargés des questions centrales pour les minorités, sont indispensables si l'on veut que les droits des minorités bénéficient d'une plus grande attention institutionnelle.

5. Le préambule de la Déclaration souligne que la promotion constante et la réalisation des droits des personnes appartenant à des minorités, faisant partie intégrante de l'évolution de la société dans son ensemble et s'inscrivant dans un cadre démocratique fondé sur la légalité, contribuent au renforcement de l'amitié et de la coopération entre les peuples et les États. L'un des moyens de promouvoir la stabilité et l'intégration dans les pays où vivent des minorités est d'assurer leur participation éclairée et constructive aux décisions qui les concernent et de faire en sorte que les minorités puissent régler elles-mêmes les problèmes qui les touchent directement.

6. La Déclaration requiert que des mesures positives soient prises dans les domaines de la législation, des politiques et des programmes. L'article 1.1 requiert des États qu'ils protègent l'existence et l'identité nationale ou ethnique, culturelle, religieuse et linguistique des minorités, sur leurs territoires respectifs, et qu'ils favorisent l'instauration des conditions propres à promouvoir cette identité. L'article 1.2 requiert des États qu'ils adoptent les mesures législatives ou autres qui sont nécessaires pour parvenir à ces fins. L'article 4.1 requiert des États qu'ils prennent, le cas échéant, des mesures pour que les personnes appartenant à des minorités puissent exercer intégralement et effectivement tous les droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales, sans aucune discrimination et

dans des conditions de pleine égalité devant la loi. De plus, aux termes de l'article 4.2, les États prennent des mesures pour créer des conditions propres à permettre aux personnes appartenant à des minorités d'exprimer leurs propres particularités et de développer leur culture, leur langue, leurs traditions et leurs coutumes, sauf dans le cas de pratiques spécifiques qui constituent une infraction à la législation nationale et sont contraires aux normes internationales. Aux termes de l'article 5, les politiques et programmes nationaux sont élaborés et mis en œuvre compte dûment tenu des intérêts légitimes des personnes appartenant à des minorités.

7. En application des résolutions 6/15 et 19/23 du Conseil des droits de l'homme, le présent document contient le projet de recommandations qui servira de base aux débats lors du Forum. À sa cinquième session, le Forum s'efforcera de fournir des résultats concrets et tangibles sous la forme de recommandations thématiques présentant un intérêt pratique pour l'ensemble des parties prenantes. Le document final contenant la version définitive des recommandations sera présenté au Conseil des droits de l'homme à sa vingt-deuxième session par l'Experte indépendante sur les questions relatives aux minorités.

8. La Déclaration vise à promouvoir la réalisation des principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, ainsi que d'autres instruments internationaux et régionaux pertinents.

9. Comme lors des précédentes sessions du Forum, la liste des questions qui font l'objet des recommandations n'est pas exhaustive. On espère que les recommandations seront interprétées d'une manière constructive, dans le cadre d'une coopération et d'un dialogue avec les communautés minoritaires à la lumière des obligations incombant aux États d'appliquer les normes relatives aux droits de l'homme de façon efficace dans la pratique.

10. Formulées en termes généraux, les recommandations peuvent être mises en œuvre dans des pays ayant des caractéristiques historiques, culturelles et religieuses différentes, dans le plein respect des droits de l'homme universels. Le Forum tient compte du fait qu'il existe une grande diversité de situations, tant des pays que des minorités, et qu'en conséquence des mesures différentes peuvent être requises pour promouvoir et protéger les droits des personnes appartenant à des minorités dans un pays donné. Le Forum réaffirme en outre que de telles mesures devraient faire l'objet d'un suivi et d'un examen périodiques de façon à s'assurer qu'elles concourent aux objectifs visés. Le Forum a toujours souligné qu'il n'est généralement ni possible ni souhaitable d'appliquer des solutions uniques et qu'il conviendrait donc d'avoir cela à l'esprit pour mettre en œuvre les recommandations.

11. Dans son préambule, la Déclaration insiste sur le fait que l'Organisation des Nations Unies a un rôle important à jouer en ce qui concerne la protection des minorités et mentionne aussi les travaux accomplis dans ce domaine par différents acteurs au sein du système. Il est également fait mention du rôle important joué par les organisations intergouvernementales et non gouvernementales pour ce qui est de protéger les minorités et de promouvoir leurs droits. La nécessité d'assurer une mise en œuvre encore plus efficace des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme pour ce qui est des droits des personnes appartenant à des minorités est également mise en avant.

12. Les recommandations figurant dans le présent document sont donc conçues spécifiquement à l'intention des différentes parties prenantes responsables de la promotion et de la protection des droits des minorités, à savoir les États Membres de l'ONU et les organismes, fonds et programmes des Nations Unies mais aussi les institutions nationales des droits de l'homme et les organisations de la société civile ainsi que – autres acteurs

importants – les personnes appartenant aux minorités nationales, ethniques, religieuses ou linguistiques elles-mêmes, en tant que détentrices de ces droits.

13. Dans leurs efforts visant à mettre pleinement en œuvre la Déclaration, toutes les parties prenantes sont encouragées à se reporter aux recommandations concrètes et pragmatiques formulées lors des quatre sessions précédentes du Forum, axées sur les grandes thématiques suivantes: les minorités et le droit à l'éducation, la participation effective des minorités à la vie politique, la participation effective des minorités à la vie économique, les moyens de garantir les droits des femmes et des filles appartenant à des minorités¹.

II. Recommandations

14. Tous les pays devraient réaffirmer leur adhésion aux principes énoncés dans la Déclaration des droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques, et faire connaître très largement cet instrument.

15. Les gouvernements, les institutions nationales des droits de l'homme, les minorités, les organisations de la société civile et les mécanismes régionaux et internationaux de promotion des droits de l'homme devraient prendre des initiatives pour que les minorités soient conscientes de leurs droits tels qu'ils sont consacrés dans la Déclaration et dans d'autres normes et instruments relatifs aux droits de l'homme, et collaborer à cette fin.

16. Tous les acteurs devraient mener une action de sensibilisation, notamment en organisant des campagnes sur les droits des minorités ainsi que des activités destinées à promouvoir la Déclaration, et en dispensant des informations sur les organes et départements spécialisés qui s'occupent des droits des minorités et des questions d'égalité, ou sur les organismes compétents et leurs services. Ils devraient aussi veiller à ce que le texte de la Déclaration soit traduit dans toutes les langues des minorités et largement diffusé. Le travail de communication devrait cibler les communautés minoritaires, par le biais de leurs médias, dans les lieux où elles sont implantées et en utilisant leurs langues.

17. L'information concernant les droits des minorités et les communautés minoritaires devrait aussi s'adresser à la société dans son ensemble, par exemple à travers une campagne dans les médias sur les droits des minorités, l'égalité et la non-discrimination, et la diffusion de matériels didactiques portant sur la Déclaration et sur l'histoire, la culture et les traditions des minorités présentes dans le pays ainsi que leurs contributions à la société.

18. Des efforts spéciaux devraient être déployés pour surmonter les difficultés éventuelles qui accroissent l'isolement physique et social de certaines communautés minoritaires ou de certaines personnes appartenant à des minorités. En fonction du contexte, le travail de sensibilisation mené à l'échelon communautaire pour promouvoir la Déclaration peut faire appel à des moyens créatifs: on utilisera par exemple le théâtre et la danse, les productions radiophoniques ou la distribution de brochures contenant une version simplifiée de cet instrument ainsi que d'autres matériels relatifs aux droits des minorités, lorsque la langue ou l'analphabétisme constituent des obstacles.

19. Toutes les mesures adoptées en vue de mettre en œuvre les recommandations formulées à la session du Forum devraient, autant que faire se peut, être élaborées, conçues, appliquées et revues avec la participation pleine et effective des minorités. Il convient que tous les acteurs intéressés créent les conditions de cette collaboration et mettent en place les mécanismes propres à faciliter la consultation. Il faudrait aussi veiller à ce que les divers

¹ Voir A/HRC/10/11/Add.1, A/HRC/13/25, A/HRC/16/46 et A/HRC/19/71.

points de vue au sein des groupes minoritaires, y compris ceux des femmes, soient pleinement pris en considération dans ce processus.

A. Gouvernements nationaux, régionaux et locaux

20. C'est aux gouvernements qu'il incombe avant tout de mettre en œuvre la Déclaration et les autres normes et instruments relatifs aux droits des minorités. Les États devraient reconnaître explicitement la diversité qui existe au sein de leurs sociétés respectives, notamment en ce qui concerne la race, l'appartenance ethnique, la religion et la langue. Les États devraient démontrer leur volonté de protéger les droits des minorités en veillant à ce que les questions relatives aux minorités soient systématiquement intégrées et prises en compte dans les politiques et la pratique gouvernementales.

21. La Déclaration et les autres normes internationales et régionales relatives aux droits des minorités applicables devraient être transposées dans le droit interne, de façon que la protection de ces droits repose sur des fondements juridiques solides. Il est recommandé d'adopter une législation spécifique contre la discrimination, en y intégrant les droits des minorités. Les gouvernements devraient également réexaminer et réformer selon que de besoin toute loi, politique ou pratique qui a un effet discriminatoire ou une incidence négative disproportionnée sur certains groupes minoritaires, en vue de la mettre en conformité avec la Déclaration.

22. Outre l'adoption d'une législation interne contre la discrimination, interdisant la discrimination directe et indirecte à l'égard des personnes appartenant à des minorités, les gouvernements devraient s'assurer qu'une telle législation est appliquée, notamment à l'échelon local, que les recours prévus sont aisément accessibles et que des sanctions appropriées sont imposées en cas de violation.

23. Les États qui n'ont pas encore adopté de lois protégeant contre les actes qui menacent physiquement l'existence des minorités ou menacent leur identité, ou contre l'incitation à de tels actes, devraient le faire.

24. Des mesures devraient être prises pour que les membres des minorités aient accès à la justice, notamment en dispensant aux fonctionnaires et aux responsables de l'application des lois une formation portant sur les droits consacrés dans la Déclaration et la législation nationale pertinente en la matière. Des formations axées sur les droits des minorités, la non-discrimination et l'égalité, ainsi que les pratiques et méthodes efficaces devraient être envisagées au sein des institutions publiques compétentes et organisées à l'intention des fonctionnaires et des responsables de l'application des lois.

25. Conformément aux obligations positives énoncées dans la Déclaration, les gouvernements devraient réfléchir à la nécessité d'adopter des mesures, des politiques et des programmes spéciaux afin de remédier à des situations persistantes de discrimination et d'exclusion dans lesquelles se trouvent des personnes appartenant à des minorités nationales, ethniques, religieuses ou linguistiques. De telles mesures devraient viser des objectifs précis et être assorties d'échéances; elles devraient aussi faire l'objet d'un suivi pour évaluer leur impact sur la situation des minorités défavorisées et s'assurer qu'elles ne revêtent pas à la longue un caractère discriminatoire.

26. Les gouvernements devraient veiller à ce que des financements suffisants soient consacrés à l'amélioration de la situation des communautés minoritaires défavorisées et allouer les ressources voulues pour que les normes internes et internationales relatives aux droits des minorités puissent être pleinement appliquées. Si nécessaire, des fonds devraient être réservés ou réaffectés pour appuyer les activités liées à la promotion et à la protection des droits des minorités.

27. Les gouvernements devraient, en concertation avec les groupes minoritaires, mener des recherches pour évaluer la situation des minorités à l'échelle nationale, comprendre leur réalité, leurs besoins et leurs difficultés, et solliciter leur contribution quant aux mesures nécessaires pour garantir leurs droits. Sur la base des dispositions de la Déclaration, ces travaux devraient dresser un état des lieux et déterminer les obstacles auxquels se heurtent les minorités en ce qui concerne par exemple la liberté et les possibilités de pratiquer leur culture, leur religion et leur langue; ils devraient aussi se pencher sur les préoccupations essentielles des minorités, à savoir notamment l'accès à une éducation de qualité, l'emploi, la santé, le logement et la capacité de participer de façon effective à la vie publique.

28. Les institutions nationales de statistique devraient être chargées de collecter des données désagrégées et de développer en interne l'expertise sur les questions relatives aux minorités ainsi que d'élaborer des méthodologies appropriées pour la collecte et l'analyse des données sur l'appartenance ethnique, la religion et la langue. Les gouvernements devraient procéder à des opérations de collecte de données conçues et mises en œuvre en pleine concertation avec les minorités. Cette collecte devrait tenir compte du contexte ethnique et être menée sur la base du volontariat, dans le cadre du droit des minorités à se définir comme telles, en respectant pleinement la vie privée et l'anonymat des personnes concernées conformément aux normes internationales relatives à la protection des données personnelles.

29. Les questions relatives aux minorités et les droits consacrés dans la Déclaration devraient être pris en compte dans l'ensemble des institutions et des organismes publics et privés. Il faudrait revoir périodiquement la composition de ces entités pour s'assurer qu'elles sont représentatives des différents groupes minoritaires présents dans la société; les bonnes pratiques visant à accroître la représentation et la participation des minorités devraient être répertoriées afin de remédier aux manques constatés. Le cas échéant, il faudrait envisager la création de fonctions centrées sur les minorités et confiées à des spécialistes; toutefois, il ne faudrait pas cantonner les membres des minorités dans de telles fonctions.

30. Compte tenu du contexte national, les gouvernements devraient envisager de créer, en concertation avec les minorités, des institutions ou des instances nationales spécialisées chargées des questions relatives aux minorités, ou de mettre en place, au sein des institutions existantes, des départements, services ou points focaux ayant spécifiquement vocation à promouvoir la Déclaration et les dispositions nationales intéressant les minorités. Cette attention institutionnelle devrait permettre de focaliser les interventions des pouvoirs publics et aider à concevoir, en termes de politiques et de programmes, des initiatives proactives ainsi que des approches ciblées pour résoudre les problèmes auxquels se heurtent les minorités.

31. Les États devraient mettre en place des organes consultatifs aux travaux desquels les minorités seraient pleinement associées, de façon que leurs préoccupations et leurs vues soient prises en compte dans les instances décisionnelles. De tels organes, établis dans l'idéal à l'échelon national et à l'échelon régional ou local, devraient jouir d'un certain poids sur le plan politique, disposer de ressources suffisantes et être effectivement consultés sur les questions affectant les populations minoritaires.

32. Les secteurs public et privé devraient adopter et promouvoir des mesures visant à améliorer la représentation et la participation des minorités dans tous les domaines d'activité, notamment par des initiatives ciblées en matière de recrutement et de formation. Les minorités devraient être représentées dans les organismes de contrôle et de réglementation qui supervisent, par exemple, les services chargés de l'application des lois.

33. Les gouvernements devraient élaborer et appliquer des politiques d'éducation inclusives et ciblées qui permettent à toutes les personnes appartenant à des minorités

d'avoir accès à des milieux d'apprentissage de haute qualité et qui leur offrent la possibilité, lorsqu'elles le souhaitent, d'apprendre et de suivre un enseignement dans leur langue, comme le prescrit la Déclaration. Il conviendrait d'adopter des approches interculturelles de l'éducation qui répondent aux besoins des minorités, en s'attachant plus particulièrement à prendre en compte la pluralité des minorités et leur contribution à la société ainsi qu'à battre en brèche les stéréotypes et les mythes négatifs.

34. L'éducation pour tous relative aux droits de l'homme devrait faire partie intégrante des programmes nationaux d'enseignement et intégrer une composante axée sur les droits des minorités. Les gouvernements devraient collaborer avec les organisations de défense des droits des minorités pour élaborer des matériels portant sur ces droits et sur les communautés minoritaires vivant dans le pays considéré; ils devraient aussi veiller à ce que la thématique des minorités soit pleinement prise en compte et intégrée dans les programmes scolaires.

35. Les États devraient accorder un appui et éventuellement un financement aux organisations de minorités qui, parce qu'elles ont dans certains cas une connaissance plus approfondie des problèmes rencontrés par leurs groupes, peuvent être les mieux placées pour intervenir auprès des communautés et leur fournir des services et des informations spécifiques. Il faudrait favoriser la collaboration avec ces organisations afin d'établir des liens ou de renforcer les contacts entre l'ensemble des organes gouvernementaux compétents et les minorités, et de façon aussi qu'elles puissent jouer le rôle de médiateur ou de facilitateur lors des consultations organisées par les pouvoirs publics entre les différents groupes minoritaires et la société au sens large.

36. Les États devraient promouvoir l'accès équitable des minorités aux nouvelles technologies de l'information et des communications, notamment l'Internet et les réseaux sociaux en ligne, qui constituent un aspect essentiel de la démocratisation de l'information en même temps qu'un outil pour diffuser l'information et favoriser la participation effective des minorités, notamment les jeunes, dans toutes les sphères de la vie publique. L'information intéressant les minorités devrait, autant que possible, être dispensée dans leurs langues, notamment grâce à la mise en place de médias qui leur soient propres.

37. Les États devraient collaborer pleinement avec les différents mécanismes internationaux et régionaux de protection des droits de l'homme, notamment en appliquant les recommandations émises par ces derniers et en sollicitant, si nécessaire, une assistance technique à cette fin. Le cas échéant, les rapports de pays soumis aux organes de suivi des traités relatifs aux droits de l'homme devraient contenir des informations sur la situation des minorités dans l'État considéré ainsi que sur les mesures prises pour appliquer la Déclaration et les autres normes relatives aux droits des minorités.

38. Dans la conjoncture actuelle de crise économique mondiale, les gouvernements doivent veiller à ce que les mesures d'austérité et les autres dispositions adoptées pour remédier à la situation ne pénalisent pas de façon disproportionnée les minorités, qui pourraient être plus vulnérables. Ils devraient mettre en place des mécanismes de surveillance pour éviter que le contexte de crise économique n'aggrave les difficultés auxquelles se heurtent les minorités.

B. Institutions nationales des droits de l'homme

39. Les institutions nationales des droits de l'homme devraient envisager d'établir, au sein de leur secrétariat, un mécanisme spécifique – département, service ou point focal, par exemple – chargé des questions relatives aux minorités. Leur action devrait prendre pleinement en considération ces questions ainsi que les droits des minorités. À cet effet, les institutions devraient mettre au point des programmes, des activités et des projets fondés

sur les dispositions de la Déclaration, notamment celles qui concernent la participation, l'éducation, les droits en matière de langue, l'éducation civique et les autres aspects essentiels pour les minorités. Leur site Internet devrait contenir des pages consacrées à la thématique des minorités, disponibles dans les langues de ces dernières. Les institutions devraient également prendre les principes énoncés dans la Déclaration comme points de référence lors de la rédaction ou de la révision des textes de loi intéressant les minorités.

40. Les institutions nationales des droits de l'homme devraient s'assurer qu'elles disposent en interne d'une expertise portant sur les droits des minorités et que ces dernières sont représentées dans leurs organes directeurs et dans leurs équipes, y compris aux échelons élevés. Les candidatures de membres des minorités, notamment des femmes, devraient être sollicitées pour pourvoir des postes de spécialistes de ces questions; on veillera cependant à ne pas cantonner les minorités dans de telles fonctions.

41. Les institutions nationales des droits de l'homme devraient envisager, selon que de besoin, la mise en place d'antennes régionales ou locales, notamment dans les régions où les communautés minoritaires sont concentrées et dans les localités où ces communautés se heurtent à des difficultés particulières: pauvreté, conflit, déplacement, etc. Les antennes devraient être dotées de ressources suffisantes en personnel mais aussi en termes de logistique, à savoir qu'elles devraient disposer de moyens de transport et d'outils de communication adéquats pour faciliter les programmes de sensibilisation. Les bureaux ou antennes devraient s'attacher à approfondir leur connaissance des problèmes qui se posent en matière de droits des minorités au niveau local, à suivre l'évolution des situations, à nouer des relations avec les communautés et les autorités et à répondre efficacement aux préoccupations des minorités. Ils devraient aussi veiller à ce que les problématiques locales soient prises en compte dans les décisions et la formulation des politiques à l'échelon régional ou national et s'assurer en retour que les politiques et programmes nationaux atteignent bien les minorités dans les régions écartées et leur sont profitables.

42. Les minorités devraient avoir facilement accès aux services de traitement des plaintes au sein des institutions nationales des droits de l'homme. Les informations ou les ressources nécessaires pour leur permettre de porter plainte ou de poursuivre une procédure, ou pour rechercher des solutions en dehors des tribunaux, notamment par voie de médiation lorsque cela est possible, devraient leur être facilement accessibles au siège de l'institution ainsi que dans les antennes régionales et locales. Les institutions nationales des droits de l'homme devraient fournir une assistance juridique aux minorités dans les affaires concernant ces dernières qui sont portées devant les juridictions nationales ainsi que devant les mécanismes régionaux et internationaux de protection des droits de l'homme.

43. Les institutions nationales des droits de l'homme devraient collaborer avec les procédures spéciales et mécanismes des Nations Unies et des organismes régionaux en leur fournissant des informations actualisées sur les affaires de violation des droits des minorités et la situation des minorités dans leur pays, et en faisant pression sur leur gouvernement pour qu'il invite les titulaires de mandat compétents à se rendre sur place et les accueille favorablement.

44. Les institutions nationales des droits de l'homme devraient coopérer avec les mécanismes intergouvernementaux des droits de l'homme onusiens et régionaux, notamment en fournissant aux organes compétents des rapports sur les questions relatives aux minorités dans le cadre de l'examen des rapports que les États sont tenus de présenter, ou en documentant le processus d'examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme.

45. Les institutions nationales des droits de l'homme devraient jouer un rôle essentiel pour assurer à l'ensemble des communautés majoritaires et minoritaires une éducation aux droits de l'homme, conformément au plan d'action du Programme mondial d'éducation

dans le domaine des droits de l'homme, et veiller à ce que la Déclaration soit mise en avant dans les initiatives axées sur cette éducation.

46. Les institutions nationales des droits de l'homme devraient mettre en relief la thématique des droits des minorités lors de la conception des matériels et programmes de sensibilisation et d'éducation aux droits de l'homme, en utilisant de façon efficace la Déclaration et le commentaire s'y rapportant² et en veillant à ce que les matériels soient disponibles dans les langues des minorités. Elles devraient collaborer avec leurs homologues dans la région et ailleurs pour mettre en commun les connaissances et les bonnes pratiques concernant la conception de tels matériels.

47. Les institutions nationales des droits de l'homme devraient jouer un rôle complémentaire de celui des acteurs gouvernementaux dans des domaines tels que la formation des fonctionnaires et des responsables de l'application des lois, la conception et la réalisation de projets centrés sur la thématique de l'égalité ou encore les moyens de faire en sorte que toutes les personnes appartenant à des minorités aient accès à la justice dans des conditions d'égalité. Elles devraient mener des enquêtes sociologiques, organiser des consultations et des ateliers sur les questions relatives aux minorités et dispenser une formation ciblée à certains acteurs clefs, tels que les journalistes et les défenseurs des droits de l'homme.

C. Groupes minoritaires et organisations de la société civile

48. Les groupes minoritaires et les organisations de la société civile devraient mener une action de sensibilisation à la Déclaration et examiner dans quelle mesure leurs travaux intègrent les questions relatives aux minorités et se fondent sur la Déclaration. Ils devraient invoquer cet instrument pour interpellier les gouvernements sur les questions affectant les minorités dans leurs pays respectifs.

49. Les groupes minoritaires et les organisations de la société civile devraient mettre en place des programmes spécifiques pour informer les minorités de leurs droits et des voies de recours dont elles disposent en cas de violation. Ils devraient aider les minorités en leur fournissant des conseils et des avis juridiques ainsi que les services d'avocats lors des procédures afin de leur permettre de faire valoir leurs droits au plan national.

50. Ils devraient également prêter leur concours afin que les affaires de discrimination ou impliquant d'autres violations des droits des minorités puissent être portées devant les mécanismes régionaux et internationaux des droits de l'homme. Par exemple, les groupes minoritaires devraient envisager de fournir des informations à l'Experte indépendante sur les questions relatives aux minorités, le cas échéant, ainsi qu'aux autres procédures spéciales compétentes; ils pourraient aussi adresser des rapports aux organes conventionnels dans le cadre de l'examen des rapports présentés par les États. Ils devraient également suivre de près le processus d'examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme, agir pour que les recommandations intéressant les minorités qui en découlent soient mises en œuvre et établir des rapports et les envoyer au Conseil pour contribuer à l'examen suivant de l'État concerné.

51. Les groupes minoritaires devraient se doter de leurs propres organisations et associations pour promouvoir les droits ainsi que l'identité culturelle, religieuse et linguistique des minorités aux niveaux local et national. Ils devraient s'attacher à collaborer avec les parties prenantes compétentes afin de renforcer leurs capacités, notamment par le biais de formations portant sur les droits des minorités, les normes et mécanismes en vigueur en la matière, les techniques de communication et de rédaction de rapports, dans le

² E/CN.4/Sub.2/AC.5/2005/2.

cadre d'ateliers et de séminaires de sensibilisation ainsi que par la mise en place de programmes de mentorat.

52. Les groupes minoritaires et les organisations de la société civile devraient envisager de constituer ou de soutenir à l'échelon local des groupes de sensibilisation qui interviendraient ponctuellement sur les problèmes des minorités; ils pourraient aussi établir des coalitions et des réseaux pour intensifier l'action en faveur des droits des minorités aux niveaux national, régional et international, ou adhérer à de telles structures et les mettre à profit, entre autres, pour confronter leurs expériences concernant l'utilisation efficace de la Déclaration.

53. Les groupes minoritaires devraient s'assurer qu'ils sont représentés lors des réunions des mécanismes compétents pour les questions relatives aux minorités: ils devraient ainsi participer activement aux sessions du Forum et collaborer avec l'Experte indépendante sur les questions relatives aux minorités. Outre la sensibilisation à la situation des minorités dans leur pays, ils devraient mettre à profit ces occasions pour forger des partenariats avec d'autres organisations.

D. Organismes, fonds et programmes des Nations Unies

54. Les droits des minorités devraient être pris en compte dans l'ensemble du système des Nations Unies. Tous les organes onusiens des droits de l'homme devraient s'intéresser spécifiquement et systématiquement aux questions relatives aux minorités dans le cadre de leurs mandats respectifs. Compte tenu de leur champ de compétence, ils devraient envisager d'adopter une politique spécifique sur ces questions. Ils devraient se doter d'une expertise interne en matière de droits des minorités, notamment en désignant un spécialiste chargé d'examiner plus particulièrement ces questions et en veillant à ce que les minorités soient représentées dans leur personnel.

55. Les initiatives mises en œuvre par les organes des Nations Unies dans le domaine de la formation devraient intégrer les questions concernant les minorités nationales, ethniques, religieuses ou linguistiques. Les droits des minorités devraient être inclus dans les matériels de formation aux droits de l'homme et les autres outils et ressources didactiques mis au point.

56. Les départements, institutions, programmes et fonds qui participent au réseau pour la lutte contre le racisme et la protection des minorités récemment mis en place par l'ONU sont vivement exhortés à prendre une part active à ses travaux, que coordonne le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH): il s'agit de définir, à l'intention du système des Nations Unies, des orientations pour la lutte contre le racisme et la protection des minorités conformément à la Déclaration des droits de l'homme et d'autres normes fondamentales, en s'inspirant des pratiques efficaces, et d'accomplir toute autre tâche utile au réseau. Les entités compétentes des Nations Unies qui ne sont pas encore membres du réseau sont encouragées à désigner des points focaux pour la lutte contre le racisme et la protection des minorités nationales, ethniques, linguistiques ou religieuses.

57. L'Organisation des Nations Unies devrait envisager de proclamer une journée internationale des droits des minorités, afin de célébrer la diversité au sein de toutes les sociétés et la richesse que représentent la culture et les traditions des groupes minoritaires vivant dans chaque pays. Tout en contribuant à favoriser le dialogue interculturel entre les différents groupes dans un pays donné, une telle manifestation permettrait aussi de sensibiliser à la Déclaration et d'illustrer la diversité des approches qui peuvent être adoptées pour l'appliquer dans la pratique. Les États seraient encouragés à célébrer cette journée au plan national et à organiser des activités pour faire mieux connaître les

communautés minoritaires nationales, sensibiliser l'opinion à leurs préoccupations et promouvoir la Déclaration.

58. Les titulaires de mandat et les groupes de travail du Conseil des droits de l'homme ainsi que les représentants spéciaux du Secrétaire général devraient continuer d'examiner, lorsqu'il y a lieu et conformément à leur mandat, la situation des minorités, de contribuer à promouvoir la Déclaration et de l'invoquer dans leurs travaux.

59. Les organes conventionnels devraient exiger des États qu'ils fournissent dans leurs rapports périodiques des informations sur la situation des minorités ainsi que sur les politiques et les programmes qu'ils ont mis en place pour garantir à celles-ci la pleine jouissance de leurs droits. Ces organes devraient envisager de formuler, en se fondant sur la Déclaration, des observations ou des recommandations générales concernant les droits des minorités, de façon à accorder une attention accrue aux questions touchant les minorités.

60. Il faudrait créer un fonds de contributions volontaires pour les minorités afin de permettre à leurs représentants d'utiliser les mécanismes des droits de l'homme du système des Nations Unies, de leur apporter leur concours et de participer à leurs travaux. Ce fonds servirait à financer les projets – notamment ceux gérés par des groupes minoritaires – qui visent à promouvoir et protéger les droits des minorités. Il pourrait aussi servir à appuyer les projets menés par les groupes minoritaires et les organisations des minorités qui sont destinés à promouvoir la Déclaration ainsi qu'à en assurer l'application concrète.

61. Les organismes de développement devraient garantir la participation pleine et effective des minorités à la conception, à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation de tous les programmes et projets qui ont des répercussions sur les minorités ou les régions dans lesquelles elles vivent. Ils devraient veiller à ce que des personnes appartenant aux différentes minorités prennent une part active aux concertations menées avec la société civile sur les processus de développement. À cet effet, ils pourraient envisager de faire en sorte que l'information concernant leurs activités soit accessible aux minorités en menant un travail de sensibilisation en amont auprès des groupes et communautés minoritaires et de leurs médias, en tenant des réunions dans les régions où les minorités prédominent, en proposant des services de traduction et en facilitant la participation à ces rencontres.

62. Les projets de coopération et d'assistance technique devraient prendre en compte les normes énoncées dans la Déclaration, notamment en s'inspirant de documents tels que *Droits des minorités: Normes internationales et indications pour leur mise en œuvre*³, élaboré par le HCDH, et *Les minorités marginalisées dans la programmation du développement*, publié par le Programme des Nations Unies pour le développement⁴.

63. Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme devrait:

a) Financer des ateliers de formation visant à appuyer la mise en œuvre de la Déclaration des droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques, en tenant compte des recommandations formulées par le Forum sur les questions relatives aux minorités;

b) Encourager les États à mettre en place des programmes de formation professionnelle destinés aux jeunes appartenant à une minorité, ou à renforcer les dispositifs existants, tels que les bourses et les stages dans les organismes publics nationaux, régionaux et internationaux, dont ceux de l'ONU.

³ Disponible sur http://www.ohchr.org/Documents/Publications/MinorityRights_fr.pdf.

⁴ Disponible sur <http://www.ohchr.org/Documents/Issues/Minorities/UNDPMarginalisedMinorities.pdf>.

64. Les praticiens du système devraient continuer d'utiliser le réseau des Nations Unies sur la politique des droits de l'homme (HuriTALK) pour partager les expériences de bonnes pratiques en matière de législation et de politiques concernant l'égalité et la non-discrimination, et pour solliciter des conseils sur les moyens d'appliquer concrètement la Déclaration.

65. Dans le contexte de l'Examen périodique universel, toutes les parties prenantes, notamment les États Membres, les organisations non gouvernementales et le HCDH, devraient réclamer des informations spécifiques sur la situation des minorités dans les pays examinés, et faire des recommandations visant à garantir la mise en œuvre de la Déclaration.

66. Les organismes et les institutions spécialisées des Nations Unies présents dans les pays devraient envisager de renforcer leurs moyens institutionnels de façon à disposer de l'expertise nécessaire et d'accorder l'attention voulue aux questions concernant les minorités; ils devraient aussi, lorsque cela s'y prête, recruter du personnel parmi les minorités. Ils devraient en outre apporter un soutien aux institutions nationales des droits de l'homme pour qu'elles mettent en place des antennes régionales en vue de faciliter leurs activités de sensibilisation et d'être accessibles sur l'ensemble du territoire national, y compris dans les zones écartées et plus isolées où des groupes minoritaires pourraient être implantés.

E. Organes intergouvernementaux régionaux

67. Les organes intergouvernementaux régionaux devraient œuvrer pour que les questions relatives aux minorités bénéficient d'une attention accrue au sein de leurs régions respectives, notamment en s'attachant activement à sensibiliser à la Déclaration et à la promouvoir dans leurs travaux et en favorisant sa mise en œuvre au niveau national. La Déclaration devrait être invoquée pour influencer sur l'élaboration de normes régionales relatives aux droits de l'homme, pour étayer les affaires ayant trait aux minorités portées devant les tribunaux et les organes de suivi régionaux et lorsqu'il s'agit de dresser le bilan de l'action des États en matière de droits des minorités.

68. Les organes régionaux sont également encouragés à travailler à l'élaboration de normes et de principes, notamment en adoptant des instruments portant sur la non-discrimination, l'égalité et les droits des minorités. L'inclusion, dans les normes régionales, de dispositions énergiques en faveur des droits des minorités pourrait contribuer à attirer et focaliser davantage l'attention sur ces droits aux niveaux régional et national.

69. Les mécanismes régionaux des droits de l'homme devraient examiner quelle place les questions relatives aux minorités occupent dans leurs travaux et remédier aux carences éventuelles en intégrant cette problématique dans leurs activités et programmes. Afin de prêter une attention accrue à ces questions, ils devraient envisager la création de mécanismes spéciaux ou thématiques, tels qu'un groupe de travail régional sur les minorités, un commissaire pour les minorités ou tout autre dispositif pertinent.